
VOL A MAIN ARMEE

Ou comment un commerce des armes insuffisamment régulé paralyse le développement

JUIN 2012



Oxfam est un membre de **contrôle** les armes



Résumé

- Le manque de régulation en matière de commerce international des armes et de munitions affaiblit la capacité des États à maintenir leurs progrès en matière de développement, d'une part en alimentant et en exacerbant les conflits et la violence armée, et d'autre part en détournant des ressources des activités destinées à lutter contre la pauvreté.
- Les dépenses militaires dans les pays fragiles et touchés par des conflits ont augmenté de 15 % entre 2009 et 2010, tandis que l'aide aux pays en développement (APD) vers ces mêmes pays n'a progressé que de 9 %.
- Les transferts d'armes irresponsables alimentent la corruption, avec des répercussions sur le développement et la redevabilité. Tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire faible ayant consacré plus de 10 % de leurs dépenses publiques au secteur militaire en 2009 affichent des indices de corruption médiocres.
- En mettant l'accent sur le développement, le Traité sur le commerce des armes (TCA) peut prévenir certaines des principales entraves au développement, consolider les initiatives régionales visant à préserver le développement et renforcer la capacité des États à se conformer au traité.
- Des mécanismes de financement sont déjà en place et pourraient aider les pays à se conformer au TCA. Rien qu'en 2010, 101 pays ont ainsi reçu une aide au développement directement pertinente pour la mise en œuvre nationale du TCA.

LE COUT DES TRANSFERTS D'ARMES NON CONTROLES POUR LE DEVELOPPEMENT

La prolifération irresponsable et excessive d'armes et de munitions alimente et exacerbe les conflits et la violence armée. C'est pourquoi les initiatives visant à contrôler les armes ont des implications majeures dans les processus de développement socio-économique. En mettant en œuvre des politiques économiques et sociales, ainsi que des mesures relatives à la lutte contre la pauvreté, au développement, au secteur de la sécurité et au contrôle des armes, les États peuvent créer l'environnement requis pour garantir l'accès aux services essentiels et permettre à la population de faire des choix et de prendre des décisions qui changent leur quotidien.

Le manque de régulation en matière de commerce des armes et des munitions affaiblit la capacité et la volonté des États à créer ces environnements propices. Les gains en matière de développement sont anéantis lorsque les communautés sont paralysées, avec la fermeture d'écoles, des systèmes de santé mis à mal, le découragement des investissements et une sécurité fragilisée.

Le commerce des armes mobilise des sommes considérables ; on estime que les dépenses militaires à travers le monde ont atteint 1 600 milliards de dollars en 2010.¹ Les ventes aux États fragiles ou touchés par des conflits² représentaient 7 % de la totalité des ventes d'armes (environ 1,7 milliard de dollars) en 2010.³ La même année, la part globale du PIB pour ces pays atteignait tout juste 0,7 % du total, et l'APD s'élevait à 27 milliards de dollars.⁴ Sur cette période, 4,8 milliards de dollars supplémentaires ont été distribués à ces pays pour l'aide humanitaire.

Selon la Banque mondiale, 1,5 milliard de personnes vivent dans des régions fragilisées ou exposées aux conflits ou à la violence criminelle organisée à grande échelle, et aucun pays à

faible revenu, fragile ou touché par des conflits n'a encore rempli le moindre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies.⁵ En moyenne, ces États « sont en retard de 40 à 60 % sur les autres pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en matière de réalisation des OMD ». ⁶ Les Nations Unies estiment que 50 à 70 milliards de dollars supplémentaires sont requis par rapport aux niveaux d'APD actuels pour atteindre les OMD d'ici 2015.⁷

Il est donc particulièrement préoccupant que **les dépenses militaires dans les pays fragiles et touchés par des conflits aient augmenté de 15 % entre 2009 et 2010**, tandis que l'APD vers ces mêmes pays n'a progressé que de 9 %.⁸ L'évolution de l'APD a été extrêmement inégale : les plus grandes augmentations ont ainsi été concentrées dans quatre pays, tandis que 12 pays ont connu des réductions de leur APD. Dans certains cas, les dépenses militaires étaient près de trois fois plus élevées que les dépenses publiques pour la santé ou l'éducation. Et il convient de souligner que l'accroissement des budgets militaires dans ces pays a eu lieu en pleine récession mondiale.

Entre 1990 et 2006, on estime que l'Afrique aurait perdu un total de 284 milliards de dollars du fait des conflits armés, soit 18 milliards de dollars par an, c'est-à-dire peu ou prou le montant total de l'APD dont a bénéficié le continent sur cette période.⁹ Cela a eu des conséquences désastreuses sur le progrès socio-économique. La Banque mondiale estime que le coût économique de la perte de production imputable aux conflits est compris entre 2 et 3 % du PIB. En outre, les dépenses militaires augmentent généralement de 2,2 % en périodes de guerre civile,¹⁰ ce qui réduit considérablement les ressources disponibles pour faire face aux grandes menaces telles que le VIH/SIDA. Pour replacer cela dans le contexte, en 2008, le groupe de pilotage OMD Afrique a identifié un besoin annuel de 14 milliards de dollars pour garantir « une prévention efficace du VIH et l'accès universel au traitement du SIDA » sur le continent.¹¹

La violence armée a fait reculer les économies des pays d'Afrique d'une part effarante de 15 %.¹² Les pays voisins des pays en conflit sont également touchés et perdent jusqu'à 0,7 % de leur PIB annuel par pays frontalier en situation de guerre civile.¹³ Qui plus est, la violence armée et les conflits font peser des contraintes considérables sur la prestation de services publics, ce qui force les États et les représentants à prendre des décisions difficiles concernant les dépenses. En Zambie, il en coûte 10 à 15 dollars pour traiter un patient atteint de malaria ou pour fournir un traitement antirétroviral et un mois de médicaments antituberculeux dans les centres de santé de l'État.¹⁴ D'après ces chiffres, il serait possible de renforcer la prestation de services pour atteindre les OMD concernant les grandes maladies, étant donné que les dépenses de santé annuelles de la Zambie sont de 48 dollars par habitant.¹⁵ Cet investissement est lourdement entamé lorsque les hôpitaux doivent soigner des patients blessés par balle ou des victimes de mines anti-personnel à des coûts compris entre 100 et 3 000 dollars chacun.

Même dans les pays relativement stables tels que la Zambie, il semble encore que les coûts engendrés par la violence armée nuisent à la prestation des services. Par conséquent, les avantages de la stabilité et de la paix mettent longtemps à bénéficier aux membres les plus vulnérables de la société. Cela est d'autant plus flagrant dans les États fragiles ou touchés par des conflits et dans les pays sortis récemment d'un conflit. Cette insécurité crée souvent des conditions engendrant une demande accrue en faveur des différents instruments de la violence. Cela ébranle à son tour l'état de droit en dégradant la sécurité et en aggravant la pauvreté et la souffrance, plongées dans un cercle vicieux.

Les implications des dépenses militaires en Érythrée

L'armée érythréenne reste le principal bénéficiaire des ressources du gouvernement central. Les estimations pour 2006 permettent d'évaluer les dépenses militaires à 6,3 % du PIB (163 millions de dollars en valeurs absolues), soit à la huitième place mondiale en taux relatif pour cette année. Les forces armées représentaient 9,3 % de la main-d'œuvre totale du pays, de loin le plus fort taux d'Afrique. Les importations d'armes de l'Érythrée atteignaient l'équivalent de près de 35 % de l'APD totale reçue entre 2000 et 2006. Cela est particulièrement significatif, car l'APD distribuée à l'Érythrée représentait en moyenne 36 % du revenu national brut (RNB) du pays sur cette période.

La priorité accordée aux dépenses militaires a étouffé le développement socio-économique à plusieurs égards. Par exemple, les dépenses de santé sur 2011 n'ont représenté que 1,5 % du PIB et l'éducation seulement 2 %, entraînant un taux d'alphabétisation d'à peine 58 % chez les plus de 15 ans. L'Érythrée reste très à la traîne du reste de l'Afrique en matière de développement humain, pointant au 177^e rang sur les 187 pays de l'indice du développement humain du PNUD. Le pays affiche également des indices de transparence et de corruption médiocres, tels que l'indice de perception de la corruption établi par Transparency.

Sources : CIA World Factbook 2011 ; Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (2008), p. 41 ; Indice de développement humain du PNUD (2011)

L'IMPACT DE LA CORRUPTION ET DU MANQUE DE REDEVABILITE

Le secret qui entoure notoirement le commerce des armes a laissé libre cours à la corruption. De nombreux États continuent à ne pas divulguer les détails de leur budget de Défense ; dans certains cas, les dépenses militaires proviennent de sources extra budgétaires, avec peu ou aucun mécanisme de supervision publique.¹⁶ Le commerce non régulé des armes encourage également l'approvisionnement irresponsable. **En 2009, tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire faible ayant consacré plus de 10 % de leurs dépenses publiques au secteur militaire affichent cette même année des indices de corruption médiocres, tels que l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International.**¹⁷

Cela est également vrai si l'on inclut les données les plus récentes disponibles avant 2009 pour les autres pays de ces deux catégories.

Sans structures de gouvernance fortes, responsables et transparentes, les processus de développement ne peuvent pas s'enraciner et parvenir à changer les vies.

En 2005, Transparency International a estimé le coût global de la corruption dans le secteur de la défense à 20 milliards de dollars par an d'après les données de la Banque mondiale et de la base de données SIPRI.¹⁸ Cela équivaut à l'APD globale cumulée distribuée en Irak, en Afghanistan, en RDC, au Congo, au Pakistan et au Bangladesh en 2008, ou à la somme totale promise par le G8 à L'Aquila en 2009 pour lutter contre la faim dans le monde.¹⁹

La vente illégale d'armes porte non seulement atteinte à la sécurité du pays bénéficiaire, mais représente également un énorme manque à gagner dont les pays doivent tenir compte.

En 1999, une vente d'armes entre l'Afrique du Sud et plusieurs entreprises européennes du secteur de la défense a soulevé de nombreux soupçons de corruption. Le budget initial était estimé à 9,2 milliards de rands (1,2 milliard de dollars), mais en 2005 il s'était envolé pour atteindre environ 66 milliards de rands (9,1 milliards de dollars).²⁰ Pour replacer cela dans le

contexte, en 2008, pour chaque rand dépensé par le gouvernement sud-africain pour fournir une aide à ses citoyens vivant avec le SIDA, 7,63 rands ont été dépensés pour financer le contrat sur la vente d'armes.²¹ Dans un pays où le taux de chômage officiel avoisine les 30 %, les fonds supplémentaires alloués à cette transaction auraient pu être investis dans d'importantes initiatives productives et bénéfiques sur le plan social.²²

En résumé, les transferts irresponsables d'armes nuisent aux efforts de développement lorsque :

- la disponibilité et l'accès faciles à des munitions et à des armes classiques déclenchent, prolongent ou aggravent un conflit ou la violence armée ;
- les transferts d'armes menacent les perspectives de paix et mettent en péril l'état de droit et les efforts de réconciliation menés dans des environnements post-conflit ;
- les dépenses en armement alourdissent la dette nationale et détournent des ressources limitées et néanmoins vitales des services publics tels que l'éducation et les soins de santé ;
- les dépenses en armement impliquent ou encouragent une corruption systémique.

VERS UNE SYNERGIE INTEGRANT LE DEVELOPPEMENT AU TCA

1. Éliminer les principales entraves au développement

Même si le TCA n'est pas une panacée, il constitue un outil essentiel pour empêcher tout achat irresponsable ou déstabilisant d'armes. L'intégration effective dans le TCA de critères de développement concernant les transferts d'armes permettrait de s'assurer que les armes ne sont pas transférées vers des pays tels que le Myanmar, où les importations d'armes représentaient la proportion effarante de 72 % de toute l'APD dont bénéficiait le pays en 2006.²³ Des contextes similaires ont été identifiés cette même année au Yémen (avec 71 %) et en Érythrée (avec 34 %).²⁴

En 2001, un TCA aurait également permis d'empêcher la vente par une entreprise britannique d'un système de contrôle aérien militaire à des fins civiles en Tanzanie pour 28 millions de livres. À cette époque, l'Organisation de l'aviation civile internationale des Nations Unies avait signalé que ce système n'était pas adapté et était trop coûteux pour contrôler le trafic aérien civil.²⁵ Un ancien responsable aurait touché 8 millions de livres de pots-de-vin, soit près d'un tiers de la valeur totale de la transaction.²⁶

2. Renforcer les initiatives régionales afin de préserver le développement

Plusieurs textes régionaux tels que la convention de la CEDEAO, les meilleures pratiques sur la mise en œuvre du protocole de Nairobi, la position commune de l'Union européenne et l'Arrangement de Wassenaar engagent les États à évaluer l'impact des transferts d'armes sur le développement dans les pays bénéficiaires. Le TCA doit veiller à ce que ces minima régionaux relatifs aux implications pour le développement socio-économique ne soient pas mis à mal et doit créer une architecture qui les renforce.

3. Renforcer la capacité nationale à se conformer au traité

De nombreux États ont suggéré que le TCA devait mettre en place des mécanismes susceptibles de limiter le détournement d'armes des autorités et des marchés légaux vers des groupes illicites, terroristes ou clandestins. L'un des moyens pour y parvenir pourrait consister à

s'assurer que les responsables du secteur de la sécurité sont convenablement formés et à les inciter à remplir leur mission en répondant aux exigences les plus strictes. Les projets consacrés à la réforme du secteur de la sécurité vont dans ce sens. Trois domaines sont directement pertinents pour le TCA :

- L'encadrement, la formation ou la mise à niveau des administrateurs civils et des forces de police dans les fonctions de contrôle de base ;
- La formation aux procédures de douanes et de surveillance des frontières ;
- Le contrôle civil et démocratique des dépenses de sécurité.

Les mécanismes d'aide internationale et de coopération du TCA doivent renvoyer explicitement à ces initiatives complémentaires. Ce point est crucial, car les domaines pertinents pour le TCA sont également éligibles pour les mécanismes de financement existants, notamment via les budgets de l'APD. Dans les faits, les statistiques indiquent que les États sont disposés à soutenir financièrement ces priorités. En 2010, les dépenses cumulées des principaux donateurs sur des activités du secteur de la sécurité et éligibles pour l'APD s'élevaient à 832,5 millions de dollars.²⁷ **Même après avoir ajusté ce montant pour l'Afghanistan (124,3 millions de dollars), les dépenses totales consacrées au secteur de la sécurité et éligibles pour l'APD en 2010 s'élevaient à plus de 708 millions de dollars. 101 pays dont l'Afghanistan ont perçu une aide en 2010. L'Indonésie, l'Angola, le Soudan et Haïti, ont chacun reçu plus de 20 millions de dollars de fonds.**²⁸

APPEL A L'ACTION ET RECOMMANDATIONS A DESTINATION DES NEGOCIATEURS

Parallèlement à d'autres critères sur les droits de l'Homme et le droit international humanitaire, un critère spécifique au développement est requis pour s'assurer que les ventes d'armes ne nuisent pas au développement socio-économique. Ce critère n'interrompra pas les transferts d'armes légitimes qui peuvent contribuer à l'établissement d'un terrain propice au développement.²⁹

La formulation spécifique du traité peut contribuer à préserver le développement de trois façons.

Le **préambule** du traité doit faire référence à toutes les obligations légales pertinentes pour le développement, telles que stipulées dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'Homme, les conventions et pactes pertinents des Nations-Unies, ainsi que tout autre traité régional ou sous-régional juridiquement contraignant tel que la Charte arabe des droits de l'Homme et la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples. Il doit reconnaître la relation symbiotique qui existe entre le contrôle des armes, la paix, la sécurité et le développement socio-économique. Il doit également reconnaître les répercussions d'un contrôle des armes inadapté sur la violence armée, les violences sexistes, la corruption, la pauvreté, des violations graves des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, le déplacement de populations, le crime organisé et le commerce illicite d'armes et de narcotiques.

Les **critères** du TCA doivent stipuler que le transfert d'armes classiques doit être interdit s'il existe un risque substantiel que ces armes entravent gravement la lutte contre la pauvreté. Le TCA doit également interdire les transferts qui nuisent aux efforts déployés pour améliorer les conditions de vie ainsi qu'au développement et aux progrès sociaux et économiques, ou qui sont contraires au principe de détournement minimum des ressources humaines et économiques vers l'armement. Le traité doit créer un ensemble de mesures anticorruption que les États peuvent utiliser pour évaluer des transferts spécifiques au cas par cas. Ces mesures doivent préciser les types d'armes à exporter, les utilisateurs finaux et les contrôles pertinents

déjà en vigueur dans les pays des utilisateurs finaux. Elles doivent également porter sur les courtiers/agents/intermédiaires et sur les commissions perçues, ainsi que sur le prix/la valeur financière de la transaction en question.

Le champ d'application du TCA doit être exhaustif. Il doit englober les outils de violence qui ébranlent sérieusement les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté (et notamment les armes légères/de petit calibre) et les munitions qui les transforment en armes mortelles.

Les mécanismes d'**aide internationale et de coopération** évoqués dans le TCA doivent garantir que les États prennent des mesures proactives pour atteindre les objectifs du traité. Dans la pratique, il s'agit d'inclure la promotion ou le renforcement des programmes de développement et de la coopération aux niveaux régional, national et international. L'aide ne doit donc pas se limiter aux transferts de technologies ou aux questions bureaucratiques. Les projets et les programmes doivent servir les priorités et objectifs de développement des pays partenaires.

Enfin, pour améliorer la transparence et la redevabilité, les exigences du traité en matière de **mise en œuvre** doivent imposer aux États parties de publier des rapports nationaux annuels précis et exhaustifs sur les transferts internationaux d'armes classiques.

NOTES

- ¹ SIPRI (2011), « Background Paper on SIPRI Military Expenditure Data, 2010 », Stockholm, Suède.
<http://www.sipri.org/research/armaments/milex/factsheet2010>
- ² La liste des États fragiles ou touchés par des conflits résulte de la combinaison de trois indices sur les États fragiles : les « pays à faible revenu en situation de stress » de la Banque mondiale, l'indice « Fragile States Index » de Foreign Policy et le « Failed and Fragile States project » de la Carleton University. Cette liste composite inclut 23 pays cités dans les trois indices, ainsi que le Yémen (obtenant un score élevé aux indices de la Banque mondiale et de Foreign Policy, mais absent de l'indice Carleton) et la Syrie (incluse en raison de l'instabilité civile permanente depuis janvier 2010).
- ³ Base de données SIPRI sur le transfert d'armes (2010), « Trend Indicator Value table of Top 200 importers »,
<http://www.sipri.org/databases/armstransfers>
- Les classifications en « faible revenu » et « revenu intermédiaire faible » sont basées sur les systèmes de classification des pays de la Banque mondiale. Pour plus d'informations, voir : <http://data.worldbank.org/about/country-classifications>
- ⁴ Le montant de l'APD n'inclut pas l'aide humanitaire et correspond à la valeur de l'APD nette telle qu'indiquée dans la base de données des statistiques du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.
- Banque mondiale (2012), Indicateurs de développement dans le monde, <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD> ; Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, « Development Database on Aid from DAC Members ». <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=TABLE2A>
- ⁵ Banque mondiale (2011), « Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflit, sécurité et développement », Washington, p. 5.
- ⁶ Ibid., p. 62.
- ⁷ Cette estimation s'appuie sur des projections de 2006 sur l'augmentation de l'APD à 152 milliards de dollars avant 2010 et 195 milliards de dollars d'ici 2015. La base de données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE révèle que l'APD a atteint 141 milliards de dollars en 2010, de sorte que ces projections restent pertinentes. Campagne du Millénaire des Nations Unies (2006), « Expanding the Financial Envelope to Achieve the Goals ». http://www.unmillenniumproject.org/documents/table_8.gif
- ⁸ Toutes les données comparables disponibles sur les dépenses militaires et l'APD aux pays de la liste composite des États fragiles ou touchés par des conflits ont été prises en compte et un pourcentage de variation a été déterminé dans les deux jeux de données entre 2009 et 2010 (les deux années les plus récentes disponibles pour les jeux de données des deux catégories). Les données de la Banque mondiale et du CAD de l'OCDE révèlent que sur la liste des 25 États fragiles ou touchés par des conflits, 12 ont subi une réduction de l'APD entre 2009 et 2010, neuf ont vu une légère augmentation comprise entre 3 et 107 millions de dollars, et 4 pays ont bénéficié d'augmentations massives d'au moins 900 millions de dollars. Les données sur l'APD n'incluent pas l'aide humanitaire fournie en 2010, car les chiffres de l'aide humanitaire ont été considérablement biaisés par le séisme en Haïti en janvier 2010, entraînant une énorme augmentation pour Haïti entre 2009 (142 millions de dollars) et 2010 (1,56 milliards de dollars). En fait, si les données pour l'APD et l'aide humanitaire devaient être combinées, et les répercussions pour Haïti ajustées dans l'analyse, l'aide totale octroyée aux pays de cette liste aurait reculé de 3 % entre 2009 et 2010. Les données relatives aux dépenses militaires sont une estimation conservatrice car l'analyse a exclu les séries de données incomplètes, dans lesquelles certaines données étaient disponibles pour une seule des deux années. Cette analyse s'appuie uniquement sur des données vérifiées provenant de la base de données SIPRI sur les dépenses militaires, et non pas sur les fourchettes d'estimation fournies par certains pays et pour certaines années.
- ⁹ Oxfam, IANSA et Saferworld (2007), « Africa's Missing Billions », p. 9. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/africas-missing-billions-international-arms-flows-and-the-cost-of-conflict-123908> ; Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, « Development Database on Aid from DAC Members », op. cit.
- ¹⁰ Banque mondiale (2011), op. cit., p. 65.
- ¹¹ M. Lawson et al. (2007), « Le monde attend toujours », Oxfam International, pp. 27-28. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-world-is-still-waiting-broken-g8-promises-are-costing-millions-of-lives-115041>
- ¹² Oxfam, IANSA et Saferworld (2007), p. 9. Pour une définition de la « violence armée », voir : Nations Unies, A/64/228 (2009), « Promotion du développement par le biais de la réduction et la prévention de la violence armée ». <http://www.poa-iss.org/DocsUpcomingEvents/A-64-228-Armed-Violence-f.pdf>
- ¹³ Banque mondiale (2011), op. cit., p. 65.
- ¹⁴ M. Valenti, C.M. Ormhaug, R.E. Mtonga et J. Loretz (2007), « Armed Violence: A Health Problem, a Public Health Approach », *Journal of Public Health Policy*. <http://www.ippnw.org/pdf/ValentiOrmhaugMtongaLoretz.pdf>
- ¹⁵ Ibid.
- ¹⁶ Recherche non publiée mandatée par Oxfam Grande-Bretagne en 2010.

- ¹⁷ Les classifications de la Banque mondiale ont été utilisées pour dresser la liste des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire faible. Parmi les 91 pays classés dans ces deux catégories, aucune donnée n'était disponible pour les dix dernières années pour 41 pays. Sur les 50 autres pays, les données de 2009 étaient disponibles pour 29 pays, et les données de 2008 pour huit autres (contre quatre pays pour les données de 2005 et deux pour celles de 2004, tandis que les années 2003, 2002, 2001 et 2000 ont chacune renvoyé des données pour un pays supplémentaire). Onze pays en 2009, quatre autres en 2008, trois de plus en 2005, deux de plus en 2004 et un pays en 2000 ont consacré plus de 10 % des dépenses du gouvernement central au budget militaire. En moyenne, ils ont obtenu un score de 2,63 sur 10 à l'indice CPI de Transparency International CPI. Transparency International (2008), « Corruption Perceptions Index ». <http://bit.ly/auu41z>
- ¹⁸ Voir par exemple : « UK Strategic Export Controls, Session 2010–11. Evidence submitted by Transparency International ». <http://bit.ly/dXnkh4>
- ¹⁹ Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, « Development Database on Aid from DAC Members », op. cit.
- ²⁰ Feinstein (2007), « After the Party. A Personal and Political Journey inside the ANC », pp. 208-36 ; J. Cilliers (1999), « Defence Acquisitions – Unpacking the Package Deals », ISS. <http://bit.ly/h2NgSd>
- ²¹ Feinstein (2007).
- ²² Ibid.
- ²³ K. Kotoglou, D. Basu Ray et S. Jones (2008), « Monitoring Resource Flows to Fragile States 2007 », groupe sur les États fragiles du CAD de l'OCDE, p. 40. <http://www.oecd.org/dataoecd/4/21/41680220.pdf>
- ²⁴ Ibid.
- ²⁵ A. Hosken (2009), « BAE: The Tanzanian connection », BBC. <http://bbc.in/4DWSco>
- ²⁶ R. Neate (2010), « BAE radar verdict », *The Telegraph*. <http://bit.ly/ef6UqR>
- ²⁷ Statistiques de l'OCDE, 2012.
- ²⁸ Il convient de préciser que le chiffre de 832,5 millions de dollars correspond à moins d'1 % de l'APD globale. Bien qu'Oxfam considère que l'utilisation d'une part limitée de l'APD pour des activités du secteur de la sécurité est acceptable et peut présenter des avantages sur le long terme en matière de développement socio-économique, cette dépense de doit pas devenir une priorité aux dépens d'autres secteurs essentiels comme la santé, l'éducation ou l'agriculture.
- ²⁹ « Des transferts responsables et régulés d'équipement militaire et de sécurité peuvent aider un Etat à établir la sécurité et la stabilité nécessaires à son développement. »
- K. Nightingale (2008), « Les OMD flingués », Oxfam International, p. 4
http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp120_Shooting%20down%20the%20MDGs_French_3Oct08.pdf

© Oxfam International juin, 2012

Ce document a été rédigé par Deepayan Basu Ray. Oxfam remercie Chris Stevenson-Drake, Anna Macdonald, Ed Cairns, Jonathan Mazliah, Daniel Gorevan, Claire Mortimer, ATT Legal, Martin Butcher, Helena Whall, Robert Lindner et Nicolas Vercken pour leur assistance dans sa réalisation.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-108-3 juin, 2012.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.